



## Les Français tirent profit de la ruée mondiale sur le blé

Les exportations nationales vont atteindre un niveau record. Mais les stocks s'amenuisent très rapidement

**L**utter contre l'extrême volatilité des cours sur les marchés des matières premières agricoles : telle est l'une des priorités de Nicolas Sarkozy pour la présidence française du G20. Son ministre de l'agriculture, Bruno Le Maire, n'a pourtant pas manqué d'attiser la nervosité des marchés, mardi 11 janvier, en semant un temps le doute : la France, dont le blé meunier est aujourd'hui très prisé à l'international, aura-t-elle de quoi subvenir à ses propres besoins jusqu'à l'été ? « Si jamais la crise devait se poursuivre, il faudrait prendre des dispositions pour limiter les exportations et garantir le niveau de stocks », a déclaré le ministre sur Canal+ mardi matin. Avant, toutefois, deux heures plus tard, de se rétracter et d'assurer qu'il n'était « pas question de limiter les exportations ».

### Plus compétitif

Mais ses premiers propos auront suffi à provoquer un trou d'air à l'ouverture du marché à terme parisien du blé, à 10 h 45. « Vingt minutes après, cependant, les opérateurs ont repris leur sang-froid, raconte Michel Portier, directeur de la société de conseil spécialisée Agritel. Une limitation des exportations est en effet inapplicable en France, à moins de relever d'une décision communautaire s'appliquant à l'ensemble de l'Union européenne. Et on voit mal l'Union prendre une telle décision. » Le cours de la tonne de blé est ainsi très vite revenu à son niveau de la veille, à 254 euros, un prix deux fois plus élevé que neuf mois plus tôt.

Ce « cafouillage » du ministre est cependant révélateur de la tension existante sur le marché international du blé. A l'été 2010, une sévère sécheresse frappant la Russie, alors deuxième exportateur mondial, a conduit Moscou à décréter, le

9 août, un embargo sur ses ventes de céréales à l'étranger, provoquant une flambée des cours. Puis, les pluies diluviennes qui se sont abattues en novembre et décembre en Australie, sur le New South Wales, et plus récemment les spectaculaires inondations qui ont ravagé sa région du Queensland, ont compromis la qualité des récoltes du pays, cinquième exportateur mondial, entraînant une nouvelle poussée des cours. Or, le Canada et l'Allemagne, pas épargnés par les précipitations, avaient déjà vu la qualité de leurs propres récoltes être altérée : moins de blé de qualité meunière, servant à l'alimentation humaine, plus de blé fourrager, utilisé pour les animaux.

Cette situation bénéficie aux producteurs français. Ces derniers profitent de la défaillance des principaux fournisseurs en blé de qualité, et notamment ceux de la mer Noire, pour signer des contrats avec les pays du Maghreb, l'Égypte et le Yémen, leur offrant un blé relativement plus compétitif que celui des États-Unis. Au second semestre 2010, les ventes à ces pays se sont élevées à 5,626 millions de tonnes, soit 80 % des exportations françaises de blé hors Union européenne. Contre 3,148 millions de tonnes au second semestre 2009.

« Nous avons un rôle déterminant et une responsabilité vis-à-vis de nos voisins du sud de la Méditerranée qui ont besoin de trouver en nous des partenaires réguliers et fiables. Les événements actuels en sont l'illustration », soutient Philippe Pinta, président de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB). Pour autant, « il n'y a aucun problème d'approvisionnement du marché du blé, ni en France ni en Europe », assure-t-il, soulignant que la France importe certes du blé, mais du blé fourrager. « Ne vaut-il pas mieux importer des produits de

moindre qualité pour nourrir le bétail et valoriser sur le marché international notre blé meunier ? », demandait, la semaine dernière, le nouveau président de la FNSEA, Xavier Beulin.

FranceAgrimer vient de réviser à la hausse ses prévisions d'exportations de blé hors Union européenne, pour l'ensemble de la campagne qui court du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 : elle les estime désormais au niveau record de 11,8 millions de tonnes, en hausse de plus de 20 % par rapport à la campagne précédente. Cependant, « la France n'est aujourd'hui en aucun cas dans une situation de pénurie, confirme l'office national. Elle terminera la campagne avec un stock certes limité mais suffisant pour faire la jointure avec la nouvelle récolte. »

Ainsi, le stock fin juin devrait se situer en dessous des 2 millions de tonnes, ce qui correspond à une vingtaine de jours de consommation. Cela n'est pas sans aviver les inquiétudes de la meunerie. « Nous nous attendons à une fin de campagne très tendue et sommes préoccupés par nos approvisionnements », relève Bernard Valluis, président délégué de l'Association de la meunerie française, tout en soulignant que la profession a déjà dû faire face à une flambée de plus de 70 % de la matière première. Flambée qu'elle a répercutée dans le prix de la farine, à raison d'une hausse de 7 %.

Cela finira-t-il par se traduire, pour le consommateur, par un relèvement de quelques centimes du prix de la baguette ? Rien n'est à exclure, surtout si le cours du blé continue de grimper. « Cependant, le vrai problème, c'est l'approvisionnement », insiste Bernard Valluis. ■

Laetitia Van Eeckhout



Moisson dans une grande exploitation céréalière du département des Yvelines. LAURENT GRANGUILLOT/REA

